

[Texte]

carefully monitored. I want to remind you that this will be the job of the Canadian Grain Commission, and that commission is primarily funded by Canadian farmers for the policing of this. So it is a cost that is added onto the already high costs of the wheat producer.

As we stated, we are not afraid to compete with the United States based on quality and efficiency. However, we cannot compete with the U.S. treasury and the Export Enhancement Program.

Our reasons for asking for a delay. Article 701.4 of the CUSTA says:

Each party shall take into account the export interests of the other party in the use of any export subsidy on any agriculture good exported to third countries, recognizing that such subsidies may have prejudicial effects on the export interests of the other party.

• 1135

We say the U.S. is openly violating the spirit and the letter of CUSTA with its use of the Export Enhancement Program. The use of the EEP has been expanded into markets like the Philippines and Indochina, where Canada is the U.S.'s major competitor, not the European Economic Community. The Export Enhancement Program has not significantly reduced the EEC share of the international market, nor has it forced the EEC to decrease its use of subsidies.

There are studies that have indicated that export enhancement has served to displace commercial business by 90% with subsidized sales. Only 10% of the subsidized sales were new. An example of the violation of article 701.4 can be found in the Philippines. Canada has been the only major competitor to the United States in the Philippine wheat market. While there have been some very small purchases of flour from the European economic community, EEC wheat does not meet the quality requirements of the Philippine market.

Since the implementation of CUSTA in January 1989, the United States has subsidized 6.5 million tonnes of wheat sales to China at a cost of \$104 million U.S. The average bonus level has been around \$16 per tonne, but recent export subsidies have been as high as \$42.65 per tonne. This is traditionally in Canadian markets in both the Philippines and Indochina.

We identify in our submission that export enhancement has had a significant effect on Canadian wheat prices. I think we could elaborate on that and say that it has had a dramatic impact on the total world wheat prices.

When we asked the government to delay the removal of the import licence of our wheat, we were asking the government to take a strong stand against the U.S. violation of article 701.4 of the CUSTA. Our request was as follows,

[Traduction]

que dans notre réseau de transport et de mise en marché, il convient de surveiller de près les exportations américaines. J'aimerais ici vous rappeler que cette tâche incombe à la Commission canadienne des grains, commission qui est essentiellement financée par les agriculteurs canadiens en vue d'exercer cette surveillance. Il s'agit donc d'un coût qui vient s'ajouter à ceux déjà relativement élevés que doivent assumer les producteurs de blé.

Comme nous l'avons dit, nous n'avons pas peur de faire concurrence aux États-Unis en matière de qualité et d'efficacité. Cependant, nous ne pouvons lutter contre le Trésor américain et contre l'Export Enhancement Program.

Voici pour quelles raisons nous avons demandé ce délai... On peut lire, à l'article 701.4 de l'Accord de libre-échange:

Reconnaissant que les subventions à l'exportation peuvent avoir des effets préjudiciables sur les intérêts de l'autre Partie en matière d'exportation, chaque Partie tiendra compte des intérêts de l'autre Partie en matière d'exportation si elle a recours à une subvention à l'exportation relativement aux produits agricoles exportés vers des pays tiers.

Nous affirmons que les États-Unis contreviennent, ouvertement, à l'esprit et à la lettre de l'ACCEU, par le biais du Export Enhancement Program. Le EEP a été étendu à des marchés comme ceux des Philippines et de l'Indochine, où le Canada, et non la CÉE, est le principal concurrent commercial des États-Unis. Le Export Enhancement Program n'a pas considérablement diminué la part de la CÉE sur les marchés internationaux, pas plus qu'il n'a incité la CÉE à réduire ses subventions.

Certaines études indiquent que le Export Enhancement Program avait permis de détourner 90 p. 100 des activités commerciales par le biais de ventes subventionnées. Dix pour cent seulement des ventes subventionnées étaient nouvelles. Ce qui se passe aux Philippines est un exemple de la violation de l'article 701.4. Le Canada est le seul grand concurrent des États-Unis sur le marché du blé philippin. Bien que ce pays ait effectué quelques achats de faible importance auprès de la Communauté économique européenne, il est établi que le blé de la CÉE ne répond pas aux normes de qualité du marché philippin.

Depuis la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange en janvier 1989, les États-Unis ont subventionné les ventes de 6,5 millions de tonnes de blé à la Chine, au coût de 104 millions de dollars US. Le niveau moyen de subvention était de 16\$ la tonne, mais, récemment, ces subventions à l'exportation ont atteint 42,65\$ la tonne, et cela sur des marchés traditionnellement canadiens, tant aux Philippines qu'en Indochine.

Dans notre mémoire, nous faisons état des importantes retombées que le Export Enhancement Program a sur les prix du blé canadien. Nous pourrions même aller plus loin et dire que ce programme a eu des conséquences dramatiques sur les prix du blé dans le monde entier.

Lorsque nous avons demandé au gouvernement de reporter le retrait des licences d'importation de blé, nous voulions que celui-ci adopte une position ferme contre les États-Unis qui violent l'article 701.4 de l'Accord de libre-